



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne – Franche-Comté**

N° Chrono : TD/SK/2021-089

Date : 15 mars 2021

**INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES
RAPPORT DE LA VISITE D'INSPECTION DU 21/10/2020
Société ACRODUR**

N° S3IC : 0054.01091
Commune(s): Longvic

Visite:					Régime:	
Priorité		Attributs S3IC n°1 : <input type="text"/> Attributs S3IC n°2: <input type="text"/> Attributs S3IC n°3: <input type="text"/>				

Liste des installations inspectées :

- Ensemble du site

Référentiel de l'inspection:

Arrêté préfectoral du 22 juillet 2005 (AP)

Arrêté ministériel du 30 juin 2006 (AM)

Arrêté ministériel du 29 février 2016

Personne(s) rencontrée(s):

le directeur de l'établissement

le responsable laboratoire

Ce rapport vaut rappel réglementaire à l'exploitant pour les constats de non-conformités.

Indépendamment des points contrôlés par l'Inspection des installations classées, il est de la responsabilité de l'exploitant de réaliser régulièrement les vérifications et suivis nécessaires pour s'assurer du respect de l'ensemble des prescriptions réglementaires applicables à son installation.

Synthèse:

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du PPC.

Lors de la visite d'inspection 2 non-conformités ont été constatées, la vitesse d'éjection du rejet atmosphérique et le marquage de l'équipement frigorifique.

Ces éléments sont détaillés dans le tableau des constats en annexe.

Propositions de suites

- Constats à traiter par courrier ;

Le rédacteur	Le vérificateur	L'approbateur
L'inspecteur de l'environnement Signé	La responsable de la subdivision risques chroniques et impacts Signé	Le chef de l'unité Départementale de la Côte d'Or Signé

Annexe 1 : Fiche de constats


Article	Prescription contrôlée	Constats	Commentaire
Action nationale « Lubrizol 100m »			
	Présence sur le site de produits et/ou déchets susceptibles de présenter des risques d'incendie ou d'explosion pouvant toucher l'intérieur de l'emprise du site SEVESO voisin (entreposage à proximité de la limite de propriété...)?	Sans observation	Le bâtiment principal de l'installation n'est pas situé dans la limite des 100 m de l'établissement SEVESO. Seul le stockage de la maintenance situé en limite de propriété est inclus dans le secteur des 100 m de l'établissement SEVESO. Ce bâtiment est composé d'une armature en fer et d'une bâche.
	Nature des produits / déchets :	Sans observation	Le bâtiment abrite le matériel de maintenance composé de pièces métalliques. Les produits combustibles sont en faible quantité.
	Risque d'effet domino :	Sans observation	L'Inspection n'a pas identifié de risque d'incendie ou d'explosion de nature à engendrer un événement à l'extérieur du site. Par ailleurs, l'exploitant assure sa défense incendie par un réseau de deux poteaux incendie dont un est situé à proximité du stockage de maintenance.
EAU			
Art 11.2 AP	<u>Réseaux</u> Les raccordements au réseau public sont équipés de disconnecteurs qui feront l'objet d'une déclaration auprès de la DDASS et dont	Sans observation	Le forage en nappe a été équipé avec un clapet anti-retour. Ce dernier a intégré le plan de contrôle de l'exploitant et devrait être vérifié tous les ans.

Article	Prescription contrôlée	Constats	Commentaire
	le fonctionnement est vérifié par une société agréée. Le résultat de ce contrôle est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et communiqué à la DDASS. Le forage en nappe est équipé d'un clapet anti-retour. [...]		<p>Concernant le raccordement au réseau public, l'exploitant ne souhaite pas installer de disconnecteur en apportant l'argument suivant : l'eau du réseau public sert uniquement aux usages sanitaires et elle n'est pas présente dans les ateliers.</p> <p>Dans ces conditions, l'absence de disconnecteur de disconnecteur ne relève pas d'une non-conformité (contrairement à l'analyse qui a été faite lors de l'inspection du 1er octobre 2019 : rapport JD/SK/2019-502 du 17 décembre 2019). Cependant l'exploitant doit être capable de démontrer à tout moment que le réseau d'eau potable a un usage exclusivement domestique.</p>
Art 13.2 AP	<p><u>Eaux pluviales et autres eaux propres (E P)</u></p> <p>Elles sont collectées par un réseau spécifique et rejetées au milieu naturel. Sous trois mois, avant rejet au milieu naturel, elles font l'objet d'un traitement via un ou plusieurs débourbeurs – déshuileurs de classe A.</p> <p>Ces derniers sont régulièrement entretenus et font l'objet d'une vidange et nettoyage complet, à minima une fois par an.</p>	Sans observation	<p>L'exploitant réalise l'entretien de ses débourbeurs – déshuileurs tous les ans.</p> <p>L'exploitant demande à pouvoir réaliser cet entretien tous les deux ans. Conformément à l'article R181-45 du Code de l'environnement, « <i>le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté.</i> », l'exploitant doit donc faire la demande au Préfet en justifiant que l'impact sur l'environnement est inchangé.</p> <p>L'Inspection informe cependant l'exploitant que l'usage sur les ICPE est que les débourbeurs – déshuileurs soient entretenus annuellement.</p>
Art 15.2 AP	<p><u>Validation de l'autosurveillance</u></p> <p>L'exploitant fait procéder à ses frais, au moins une fois par an, aux prélèvements et analyses demandés dans le cadre de la surveillance des rejets par un organisme extérieur choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Pour les analyses, cet organisme est un laboratoire agréé par le ministre chargé de l'environnement.</p>	Observation	<p>L'exploitant fait procéder à des contrôles de recalage. L'exploitant a réalisé son autosurveillance sur l'échantillon prélevé par le laboratoire. Des écarts sont constatés sur les paramètres chrome et étain : l'exploitant explique ces écarts par la différence de méthode d'analyse.</p> <p>Les résultats de l'exploitant sont surévalués par rapport au laboratoire agréé. L'exploitant surestime donc les polluants qui sont rejetés.</p>

Article	Prescription contrôlée	Constats	Commentaire											
	Les rapports établis par cet organisme sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.		<p>Observation n°1 :</p> <p>Si les méthodes utilisées par l’exploitant ne permettent pas d’obtenir les résultats exacts, l’exploitant doit maintenir des méthodes qui surévaluent les polluants rejetés.</p> <p>Observation n°2 :</p> <p>Le contrôle de recalage ainsi réalisé (le prélèvement fait par le laboratoire est analysé par l’exploitant et le laboratoire) permet de contrôler la pertinence des méthodes utilisées par l’autosurveillance. Il serait judicieux de comparer également le prélèvement réalisé par le laboratoire et celui du préleveur automatique. Ainsi la pertinence du prélèvement sera justifiée.</p>											
REJET ATMOSPHERIQUE														
Art 17.3 AP	<p>Les points de rejet canalisés des installations reprises ci-après ont les caractéristiques suivantes :</p> <table><tr><th rowspan="2">Installations</th><th colspan="2">Point de rejet</th></tr><tr><th>Hauteur (m)</th><th>Diamètre (m)</th></tr><tr><td>Extracteur extérieur (chaînes K3, K4 et K5) N° 1</td><td>9,7</td><td>0,78</td></tr><tr><td>Extracteur intérieur électrolyse N° 2</td><td>9,6</td><td>0,58</td></tr></table> <p>Il est à noter qu'il existe nombre d'autres</p>	Installations	Point de rejet		Hauteur (m)	Diamètre (m)	Extracteur extérieur (chaînes K3, K4 et K5) N° 1	9,7	0,78	Extracteur intérieur électrolyse N° 2	9,6	0,58	Sans Observation	<p>La ligne Argenture III dispose d’une extraction indépendante des extracteurs n°1 et n°2 et est équipée d’une tour de lavage avant rejet.</p> <p>L’exploitant étudie la possibilité de relier l’extraction des lignes Argenture I et II actuellement reliée à l’extracteur n°1 avec la ligne Argenture III. Ainsi les lignes Argenture I et II disposeraient du traitement de la tour de lavage avant rejet.</p> <p>L’exploitant doit justifier que l’impact sur l’environnement est inchangé avec cette modification le cas échéant.</p> <p>L’exploitant a ajouté 3 m de hauteur de cheminée sur l’extracteur n°2, il s’agit d’une amélioration des condition de rejet de l’installation.</p>
Installations	Point de rejet													
	Hauteur (m)	Diamètre (m)												
Extracteur extérieur (chaînes K3, K4 et K5) N° 1	9,7	0,78												
Extracteur intérieur électrolyse N° 2	9,6	0,58												

Article	Prescription contrôlée	Constats	Commentaire																						
	points de rejets canalisés mais ceux-ci ne font l'objet que d'une utilisation sporadique. [...]																								
Art 19.3 AP	<div>Extracteurs</div> <div>Les rejets à l'atmosphère des installations listées ci-dessous sont faits dans les conditions suivantes :</div> <table><tr><td rowspan="2">Identification du conduit</td><td colspan="2">Caractéristiques des gaz rejetés au débouché du conduit</td></tr><tr><td colspan="2">Vitesse minimale des gaz (m/s)</td></tr><tr><td>Extracteur n° 1</td><td colspan="2">18</td></tr><tr><td>Extracteur n° 2</td><td colspan="2">8</td></tr></table> <div></div> <table><tr><td rowspan="2">Paramètres à contrôler</td><td colspan="2">Valeurs limites</td></tr><tr><td>Débit maximal (m3/h)</td><td>Concentration</td></tr><tr><td>NOx CN Totaux Alcalinité exprimée en OH</td><td>31 000</td><td>100 ppm 1 mg/Nm³ 10 mg/Nm³</td></tr><tr><td>NOx CN Totaux</td><td>7 900</td><td>100 ppm 1 mg/Nm³</td></tr></table>	Identification du conduit	Caractéristiques des gaz rejetés au débouché du conduit		Vitesse minimale des gaz (m/s)		Extracteur n° 1	18		Extracteur n° 2	8		Paramètres à contrôler	Valeurs limites		Débit maximal (m3/h)	Concentration	NOx CN Totaux Alcalinité exprimée en OH	31 000	100 ppm 1 mg/Nm³ 10 mg/Nm³	NOx CN Totaux	7 900	100 ppm 1 mg/Nm³	Non-conformité	<div>Non-conformité n°1 :</div> <div>La vitesse d'éjection de l'extracteur n°2 qui a été mesurée à 5,4 m/s est insuffisante.</div> <div>L'exploitant explique ce dépassement par le fait qu'un ensemble de bain est collecté par cet extracteur. Lorsqu'un bain est à l'arrêt il n'émet pas de gaz, l'extraction qui est pilotée au niveau de chaque bain individuellement, est arrêtée. L'exploitant doit justifier la représentativité de son prélèvement.</div>
Identification du conduit	Caractéristiques des gaz rejetés au débouché du conduit																								
	Vitesse minimale des gaz (m/s)																								
Extracteur n° 1	18																								
Extracteur n° 2	8																								
Paramètres à contrôler	Valeurs limites																								
	Débit maximal (m3/h)	Concentration																							
NOx CN Totaux Alcalinité exprimée en OH	31 000	100 ppm 1 mg/Nm³ 10 mg/Nm³																							
NOx CN Totaux	7 900	100 ppm 1 mg/Nm³																							

Identification du rejet

Article	Prescription contrôlée			Constats	Commentaire			
	<table><tr><td>Alcalinité exprimée en OH</td><td></td><td>10 mg/Nm³</td></tr></table>			Alcalinité exprimée en OH		10 mg/Nm ³		
Alcalinité exprimée en OH		10 mg/Nm ³						
Art 20.2 AP	<p><u>Validation de l'autosurveillance</u></p> <p>L'exploitant fait procéder aux prélèvements et analyses demandés dans le cadre de la surveillance des rejets par un organisme extérieur choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Pour les analyses, cet organisme est un laboratoire agréé par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Les rapports établis par ces organismes sont systématiquement transmis à l'inspection des installations classées, au plus tard dans le délai d'un mois suivant la réalisation du contrôle correspondant.</p>			San observation	L'exploitant a présenté le rapport APAVE (ref : 11127183-001-2) du 9 octobre 2019. Un nouveau contrôle est prévu fin 2020.			
Groupe froid : Arrêté du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés								
6	<p>Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu « de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres » et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.</p> <p>Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales</p>			Non-conformité	<p>La marquage sur l'équipement (photo ci-dessous) présente la date 2019. Selon le marquage le contrôle d'étanchéité n'est plus valide.</p> 			

Article	Prescription contrôlée	Constats	Commentaire
	d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente. La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.		<p>Cependant l'exploitant a présenté la facture de l'entretien de son équipement en date du 20 juillet 2020.</p> <p>Non-conformité n°2 :</p> <p>Le marquage est non conforme, l'exploitant doit faire réaliser le contrôle d'étanchéité ou justifié que ce dernier a bien été réalisé. Dans tous les cas, il devra transmettre le rapport de contrôle à l'Inspection.</p>